COMMUNAUTE DE COMMUNES ARGENTAN INTERCOM

# SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

# ARGENTAN INTERCOM

DEPARTEMENT DE L'ORNE

# SEANCE DU JEUDI 16 JUIN 2022

Date de convocation : 10 juin 2022

Nombre de conseillers en exercice :

Nombre de conseillers présents : 54

Nombre de pouvoirs 10

Nombre de conseillers votants : 64

Voix pour: 64

Publication ou notification le :

23 JUIN 2022

Le jeudi seize juin deux mil vingt-deux à dix-huit heures, le Conseil Communautaire d'Argentan Intercom s'est réuni en séance publique au hail du champ de foire d'Argentan, sous la présidence de Frédéric LEVEILLÉ, Président d'Argentan Intercom.

## Etaient présents en tant que titulaires

LEVEILLÉ Frédéric, *Président*, TOUSSAINT Philippe, 1er vice-président, GASSEAU Brigitte, 2ème vice-présidente, VIEL Gérard, 3ême vice-président, LERAT Michel, 5ême vice-président, BELLANGER Patrick, 7ème vice-président, MENEREUL Jean-Louis, 9ème vice-président, CHOQUET Brigitte, 10ème vice-présidente, ALLIGNÉ Christophe, APPERT Catherine, BALLON Michèle, BELHACHE Alexandra, BENOIST Danièle, BERRIER Daniel, BEUCHER Christophe, BOISSEAU Nadine, BOURDELAS Karine, CHRISTOPHE Hubert, CLAEYS Patrick, COUPRIT Pierre, DELAUNAY Amélie, DERRIEN Anne-Marie, DROUIN Jacques, DUPONT Laure, FRÉNÉHARD Guy, GARNIER Philippe, GEOFFROY Catherine, GODET Frédéric, GOSSELIN Alain, HOULLIER Karim, JIDOUARD Philippe, JOUADE Yannick, LADAME Julian, LAMBERT Hervé, LE FEUVRIER Patricia, LEROUX Jean-Pierre, LOLIVIER Alain, LOUVET Nathalie, MADEC Boris, MARRIERE Daniel, MELOT Michel, MICHEL Clothilde, MONTEGGIA Martine, MORIN Lucienne, NOSS Eric, PICCO Alain, SAUSSAIS Delphine, SÉJOURNÉ Hubert, VALLET Serge, De VIGNERAL Guillaume, VIMONT Jacques.

Excusés: ÉCOBICHON Florence, 4ème vice-présidente, qui a donné pouvoir à LEVEILLÉ Frédéric, BALLOT Jean-Philippe qui a donné pouvoir à LOUVET Nathalie, BISSON Jean-Marie, BLAIS-LEBLOND Laëtitia, BOSCHER Isabelle qui a donné pouvoir à MELOT Michel, BUON Michel, CLEREMBAUX Thierry, COUANON Thierry, DELABASLE Stanislas qui a donné pouvoir à APPERT Catherine, DUPONT Cécile qui a donné pouvoir à GASSEAU Brigitte, GOBÉ Carine qui a donné pouvoir à JOUADÉ Yannick, GUILLOCHIN Katia, LAHAYE Jean-Jacques qui a donné pouvoir à LEROUX Jean-Pierre, LASNE Hervé qui a donné pouvoir à MICHEL Clothilde, LE CHERBONNIER Louis, MALLET Gilles, MELCHIORRI Catherine, MESSAGER Brigitte, PRIGENT Jacques, RUPPERT Roger, THIERRY Anne-Charlotte qui a donné pouvoir à VALLET Serge, VERRIER Patrice qui a donné pouvoir à MARRIERE Daniel.

Etaient présents en tant que suppléants : BALOCHE Bernard, BISSON Laëtitia, JACQUELINE Régine.

<u>Absents</u>: ALENNE-LEDENTU Nathalie, 6<sup>ème</sup> vice-présidente, GAYON Sylvie, 8<sup>ème</sup> vice-présidente, BARDIN Franck, BEAUVAIS Philippe, DROUET Nicolas, De GOUSSENCOURT Marc, LAMOTHE Patrick, LECERF Lionel, SCHNEIDER Xavier.

est de l'imperentat e la variable respertant de la company de la company de la company de la company de la comp

D2022-120 URB

OBJET: REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI): PRESCRIPTION DE L'ELABORATION - MODIFICATION

Le code de l'environnement définit une règlementation nationale applicable à l'affichage extérieur et permet à un règlement local d'adapter certaines de ses dispositions à la situation et aux enjeux locaux.

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a renforcé l'échelon communautaire en matière de planification urbaine. De même, elle a modifié les règles d'élaboration du règlement local de publicité et donne aux intercommunalités la compétence d'élaboration de ce règlement dès lors qu'elles sont compétentes en matière de PLU.

Accusé de réception en préfecture 061-200068450-20220616-D2022-120URB-DE Date de télétransmission : 23/06/2022 Date de réception préfecture : 23/06/2022 Le conseil communautaire prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur l'ensemble des communes membres de la communauté de communes.

Les dispositions croisées du code de l'environnement et du code de l'urbanisme incitant à la conduite simultanée des deux procédures, il paraît opportun de prescrire dès à présent, l'élaboration d'un règlement local de publicité à l'échelle intercommunale, de manière à faire coïncider les études, tant sur le fond que sur la forme.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H), Argentan Intercom souhaite lancer une procédure d'élaboration d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPi) sur la totalité de son territoire.

Le RLPi, une fois approuvé, sera annexé au PLUi-H.

Les études nécessaires à l'élaboration du RLPi seront confiées à un bureau d'études extérieur dans le cadre des contrats de la commande publique.

Ces études pourront être subventionnées par l'État au titre de la Dotation Globale de Décentralisation.

### Objectifs:

À la suite de la tenue d'instances de travail organisées avec les maires de chacune des communes membres de l'intercommunalité en décembre 2021 et janvier 2022, les objectifs suivants ont notamment été retenus :

- Préserver le cadre de vie des habitants en prenant en compte les caractéristiques et éléments structurants du paysage du territoire afin de le protéger, et en réglementant les dispositifs de publicités sur le territoire ;
- Développer l'attractivité du territoire en offrant les conditions pour retenir la population et accueillir une population nouvelle, en permettant le développement des activités économiques et en organisant et préservant les commerces.

Le règlement local de publicité sera une des réponses aux objectifs et principes de protection des paysages qui seront déclinés dans le futur PLUi-H.

Le futur règlement local de publicité intercommunal permettra de préciser les zones où s'appliquera une règlementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national. Les dispositions de ce règlement devront être compatibles avec les orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable de la charte du Parc Naturel Régional Normandie-Maine.

Actuellement sur le territoire communautaire, seul le territoire de l'ancienne communauté de communes du Pays d'Argentan dispose d'un règlement local de publicité. L'élargissement du règlement à l'ensemble du territoire permettra d'harmoniser le traitement de la publicité à l'échelle intercommunale. Il permettra de traiter les problèmes des entrées de villes ainsi que la présence de publicité le long des axes structurants ou encore l'arrivée de la publicité au sein des communes les plus rurales.

# Modalités de concertation :

Les modalités de concertation proposées sont identiques à celles prévues dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H :

- Mise à disposition du public de registres d'observation ;
- Création d'une adresse électronique dédiée ;
- Communication et campagnes d'information du public via le site internet d'Argentan Intercom, le magazine communautaire et les journaux communaux ;
- Organisation d'une réunion publique spécifique au RLPi.

## Collaboration avec les communes :

Les modalités de collaboration avec les communes membres de l'intercommunalité sont celles prévues dans le cadre du PLUi-H, qui ont été validées lors de la conférence intercommunale du 03 février 2022 :

- Création d'une instance de travail nommée comité de suivi communal constituée du vice-président en charge de l'urbanisme, ainsi que des maires des communes membres (et des maires délégués des communes déléguées « historiques » des communes nouvelles) ou leurs représentants;
- Création d'un comité de pilotage, auquel siègent le président d'Argentan Intercom, les vice-présidents en charge des thèmes abordés, deux représentants de chaque comité de suivi communal, ainsi que les personnes publiques associées telles que définies dans l'article L.132-7 du code de l'urbanisme, pour les grandes étapes du RLPi;
- Le conseil communautaire délibérera aux étapes prévues par la loi ;
- La conférence des maires sera réunie à chaque étape importante de l'élaboration, une à deux fois par an, pour donner un avis sur les propositions émanant des comités de suivi communaux ;
- Les conseils municipaux devront délibérer pour valider certaines étapes définies par le code de l'urbanisme.

Dans le cadre du suivi de la mission, il pourra être recueilli l'avis de toute personne, tout organisme ou association of-zoorgempertenties par remainement de paysage, de publicité, d'enseignes et pré-enseignes, d'environnement, d'architecture, Date de télépransinisson: 23/06/2022 pate de télépransinisson: 23/06/2022 pate de télépransinisson: 23/06/2022 pate de télépransinisson: 23/06/2022 par ent du territoire, d'habitat, de déplacement, conformément à l'article L.581-14-1 du code de l'environnement.

Avant d'être soumis à enquête publique, le projet de règlement arrêté sera soumis pour avis à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois.

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.581-14 à L.581-14-4 et R.581-79;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.132-1 à L.132-16, L.153-1 et suivants, L.153-8 à L.153-12, R.153-20 à R.153-22;

Vu le règlement local de publicité intercommunal, en vigueur sur le territoire de l'ancienne CDC du Pays d'Argentan, annexé au plan local d'urbanisme intercommunal du Pays d'Argentan;

Vu la conférence des Maires qui s'est tenue le 03 février 2022 et qui a permis de présenter et d'examiner les modalités de collaboration entre les communes membres et l'intercommunalité ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 16/06/2022 prescrivant l'élaboration d'un nouveau PLUi-H sur le territoire d'Argentan Intercom :

Considérant l'intérêt de mener concomitamment les démarches d'élaboration du PLUi-H et d'élaboration du RLPi ; Considérant qu'une erreur matérielle purement rédactionnelle s'est glissée dans l'article 7 de la délibération du conseil communautaire n° D2022-47 URB en date du 30 mars 2022, prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal, et qu'il convient d'adopter une nouvelle délibération ;

# APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE A L'UNANIMITE DECIDE :

# Article 1:

D'abroger la délibération n° D2022-47 URB du 30 mars 2022 et de remplacer ses dispositions par les dispositions figurant aux articles suivants.

### Article 2:

De prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal qui couvrira l'ensemble du territoire des 49 communes membres d'Argentan Intercom.

### Article 3:

D'approuver les objectifs exposés ci-dessus.

De fixer les modalités de concertation avec les habitants, les acteurs locaux et les autres personnes concernées selon les modalités définies ci-dessus.

## Article 5:

D'approuver les modalités de collaboration, entre Argentan Intercom et les communes membres de l'intercommunalité, validées lors de la conférence intercommunale du 3 février 2022.

### Article 6:

De dire que, conformément aux articles L.153-11, L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet de l'Orne ;
- au président du Conseil Régional;
- au président du Conseil Départemental ;
- aux présidents des Chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture ;
- au président de l'établissement public compétent en matière d'organisation des transports urbains :
- au président de l'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale;
- au président de l'organisme de gestion du Parc Naturel Régional Normandie-Maine ;
- au gestionnaire des infrastructures ferroviaires.

# Article 7:

De donner délégation à Monsieur le président ou à Monsieur le vice-président en charge de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'aire d'accueil des gens du voyage ; pour signer toutes les pièces afférentes à cette opération et notamment les demandes de subventions.

### Article 8

Accusé (Geregies et livre quirs de la procédure les personnes publiques associées prévues au titre de l'article L.132-7 du code Date de Gentalum (1988-1988) de la procédure les personnes publiques associées prévues au titre de l'article L.132-7 du code Date de Gentalum (1988-1988) de la procédure les personnes publiques associées prévues au titre de l'article L.132-7 du code Date de réception préfecture : 23/06/2022

De consulter au cours de la procédure, s'ils en font la demande, les partenaires prévus au titre de l'article L.132-13 du code de l'urbanisme.

# Article 10:

De signifier que la présente délibération fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22 du code de l'urbanisme. Elle sera affichée au siège d'Argentan Intercom et dans les mairies des communes concernées pendant un délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement. Une copie de la présente délibération sera adressée au Préfet représentant de l'État dans le département.

### Article 11

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible via le site internet <a href="https://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN CI-DESSUS POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédérid LEVEILLÉ

Accusé de réception en préfecture 061-200068450-20220616-D2022-120URB-DE Date de tiétéransmission : 23/06/2022 Date de réception préfecture : 23/06/2022

# Acte à classer

# D2022-120URB

1

2

3

4

En préparation

En attente retour Préfecture > AR reçu <

Classé

Identifiant FAST:

ASCL\_2\_2022-06-23T11-48-03.00 ( MI238283032 )

Identifiant unique de l'acte :

061-200068450-20220616-D2022-120URB-DE ( Voir l'accusé de réception associé )

Objet de l'acte :

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMU

DE L ELABORATION MODIFICATION

Date de décision: 16/06/2022

FRESCRIPTION

Certifié Conforme

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

8. Domaines de competences par themes

8.4. Amenagement du territoire

Acte:

D2022-120 URB.PDF

Multicanal: Non

Groupe émetteur de l'acte :

AFFAIRES GENERALES

Classer

Annuler

Préparé Transmis Date 23/06/22 à 11:48 Date 23/06/22 à 11:48 Par DRUET Sophie
Par DRUET Sophie

Accusé de réception